



Un danger d'abandon de la république sociale

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

La question de l'inversion de la hiérarchie des normes était au cœur de notre contestation de la loi Travail. Rappelons qu'elle consiste à écarter le niveau national de négociation (la branche) pour tout renvoyer à l'entreprise, conduisant ainsi à porter atteinte à l'égalité minimale de droits et dérégulant le système de négociation collective.

Pendant le conflit, nous avons maintes fois expliqué que le gouvernement la mettait en place pour le temps de travail, ouvrant ainsi une forte brèche que d'autres élargiraient.

Quand on examine les déclarations de certains candidats à la présidentielle, on constate que nous avons – malheureusement serait-on tenté de dire – raison.

Ils veulent en effet aller plus loin que la loi Travail.

Remettre en cause la branche comme niveau de négociation, casser les

conventions collectives nationales puis les statuts dans le public relève du pur capitalisme libéral, sans cache-sexe social.

Il ne s'agit pas pour FO de s'impliquer dans la campagne présidentielle.

C'est d'ailleurs pour cela que nous avons rappelé nos analyses, positions et revendications.

Il est cependant de notre devoir d'alerter sur ce danger d'abandon de la république sociale.

On ne contraint pas la liberté de négociation à tous les niveaux. De la même manière que nous sommes attachés en permanence à la solidarité, au rejet du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme, nous sommes aussi des partisans de la liberté, de l'égalité, de la fraternité et de la laïcité. ■

JEAN-CLAUDE MAILLY,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
@jcmailly sur Twitter